

Amérique du Sud

Mettre en œuvre une coopération efficace avec divers partenaires

L'Amérique du Sud, dotée d'abondantes ressources naturelles et minérales et d'un sol fertile, a atteint une croissance économique stable stimulée par la hausse récente de la demande mondiale de ressources naturelles et alimentaires. De ce fait, les niveaux de revenu ont augmenté dans de nombreux pays de la région. Dans le même temps, les pays d'Amérique du Sud se caractérisent toujours par de fortes disparités de revenus, un grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté à l'ombre de la croissance économique.

La JICA, en tant que partenaire de développement, contribue à la résolution des problèmes prioritaires fixés par chaque pays de la région, et elle travaille avec eux pour assurer une coopération triangulaire en Amérique du Sud et au-delà pour la promotion d'une croissance économique durable. La JICA concentre également ses efforts sur les problèmes internationaux, tels que la gestion du risque et la réponse rapide aux catastrophes ainsi que la protection des forêts dans le bassin amazonien, qui ont un impact significatif sur l'environnement mondial.

Pour aller plus loin, la JICA va axer la coopération sur le développement des infrastructures économiques, l'atténuation des inégalités et la réponse aux problèmes mondiaux, tout en renforçant les partenariats avec les gouvernements et les sociétés civiles de la région, notamment les descendants d'immigrants japonais, les entités privées et les universités, afin de répondre aux besoins de développement des pays d'Amérique latine et au-delà.

Stratégies clés de l'aide

Développer l'infrastructure économique, réduire les inégalités, et répondre aux problèmes mondiaux

L'aide de la JICA à la région Amérique du Sud se concentre sur trois piliers : le développement de l'infrastructure économique, la réduction des inégalités et la réponse aux problèmes mondiaux.

(1) Développement de l'infrastructure économique

L'Amérique du Sud, avec une population de 400 millions d'habitants, représente un immense marché. De nombreuses économies de la région sont fortement tributaires de la production et de l'exportation de produits primaires, ce qui les rend extrêmement dépendantes de

l'économie mondiale et des fluctuations du marché. L'inadaptation des infrastructures, le manque de promotion industrielle et commerciale, et un climat peu propice aux investissements entravent également le développement durable. Il est essentiel de renforcer les capacités administratives des gouvernements et de maintenir une sécurité publique stable pour stimuler les activités économiques du secteur privé. Par ailleurs, il convient d'apporter une réponse urgente aux problèmes environnementaux urbains qui s'intensifient avec la croissance économique.

Programmes de la JICA en Amérique du Sud (exercice 2013)



(2) Réduction des inégalités

De nombreux pays de la région font face à des disparités profondes comparativement au reste du monde. En dépit de la croissance économique stable de ces dernières années, un malaise social considérable persiste, généré par les inégalités de revenu au niveau national et régional. Dans ce contexte, des efforts sont déployés pour atténuer les inégalités et stabiliser la société parallèlement aux mesures visant à stimuler la croissance économique.

(3) Réponse aux problèmes mondiaux

Il est important de faire face aux problèmes mondiaux tels que la réduction du risque de catastrophe et la lutte contre le changement climatique, car les pays d'Amérique du Sud influent considérablement sur la sécurité alimentaire, énergétique et des ressources du monde, et le Japon, comme d'autres pays, importe massivement de cette région.

Dans cette optique, et compte tenu de la présence de 1,6 million d'immigrants japonais dans la région, la relation entre le Japon et l'Amérique du Sud est appelée à se renforcer.

Enjeux et actions prioritaires

● Jeter les bases d'une croissance économique durable

Disposant d'abondantes ressources naturelles, l'Amérique du Sud a atteint une croissance économique stable ces dernières années, principalement soutenue par les investissements du secteur privé.

Au Pérou, dans la ville de Cusco, rendue célèbre par les ruines du Machu Picchu, l'usine de traitement des eaux usées de San Jeronimo a été terminée en 2013 dans le cadre du projet de développement régional de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (prêt d'APD).

Ces dernières années, le volume des eaux usées de la ville a augmenté à cause de l'essor du tourisme et de l'accroissement de la population découlant de l'amélioration de la sécurité. La ville utilisait une vieille usine, construite il y a 30 ans, à un niveau plus de quatre fois supérieur à sa capacité de traitement. Ainsi, des eaux insuffisamment traitées étaient rejetées dans la rivière Watanay qui traverse Cusco. Depuis la construction de la nouvelle usine, les eaux usées correctement traitées répondent aux normes en vigueur. La nouvelle usine permet également la reprise des activités de pêche de loisir et l'utilisation de l'eau de la rivière pour l'irrigation.

Au Paraguay, plus de 80 % des routes ne sont pas asphaltées et elles sont généralement impraticables pendant la saison des pluies. Cela bloque les axes logistiques des principales industries, dont l'élevage, et perturbe l'activité économique. La JICA apporte une aide pour établir une croissance économique stable dans la région, notamment par l'octroi d'un prêt d'APD au Paraguay pour le projet d'amélioration du corridor d'exportation de la région est, qui améliorera les routes existantes pour assurer une liaison fluide entre la région d'élevage et les ports pour l'exportation.

Les progrès de l'intégration régionale et de la mondialisation économique ont accéléré les flux commerciaux dans la région et avec le reste du monde. Par ailleurs, il est nécessaire de renforcer la lutte contre le trafic de drogues et d'armes à feu ainsi que la violation des droits de propriété intellectuelle par le crime organisé. Le programme de formation pour les pays tiers de la JICA, « gestion des risques douaniers », mené avec l'Argentine, intègre des formations sur la lutte contre les produits de contrefaçon ainsi qu'un accord d'assistance



Usine de traitement des eaux usées à Cusco financée par un prêt d'APD (Pérou).

mutuelle entre les services de douane pour les officiers de 12 pays d'Amérique latine. La JICA partage également des informations sur les dernières technologies japonaises relatives aux appareils à rayons X grand format et aux dispositifs de détection des engins explosifs, entre autres.

● Réduction de la pauvreté et atténuation des inégalités

En dépit de la croissance économique rapide, les disparités augmentent, c'est pourquoi les pays d'Amérique du Sud se sont fixé comme politiques prioritaires de réduire la pauvreté et d'atténuer les inégalités. Située dans la région montagneuse de l'Équateur, la province de Chimborazo doit faire face à plusieurs problèmes graves de pauvreté. Dans cette région, les revenus agricoles sont faibles, il y a un manque d'infrastructures de base, notamment pour l'éducation et les services médicaux, et la déforestation ainsi que l'érosion des sols progressent. Dans le cadre du projet de coopération technique sur le renforcement des capacités pour la promotion d'un développement rural intégré et durable en vue de réduire la pauvreté dans la province de Chimborazo, la JICA sensibilise les habitants de 30 communautés situées dans quatre zones de la province, à l'importance du développement participatif. Elle participe également au renforcement de la structure de mise en œuvre du projet par la collaboration et la coordination entre les ministères, les gouvernements locaux et les organisations locales concernées. Le projet aide les groupes d'agriculteurs à s'organiser et intègre des programmes de formation sur l'éducation, l'agriculture et la santé, entre autres domaines, dans le cadre d'un développement rural global. Par ce biais, les initiatives et les efforts d'auto-assistance seront encouragés pour améliorer les moyens de subsistance et les revenus. La JICA a pour ambition d'améliorer les revenus et le cadre de vie de la population dans les zones cibles en facilitant la compréhension et le soutien des résidents au développement participatif promu par le gouvernement.

La Bolivie affiche des taux de mortalité maternelle et infantile bien plus élevés que les autres pays de la région. Dans le département de La Paz, où se trouve la capitale, l'accès aux établissements de santé est relativement aisé, mais dans les zones rurales, le taux d'utilisation des services de santé est faible. Dans ces conditions, la situation en matière de santé maternelle et infantile est pire que dans les autres départements. À travers le projet de coopération technique pour le renforcement du réseau de santé dans les régions rurales axé sur la santé maternelle et infantile, la JICA travaille sur l'augmentation du taux d'utilisation des services de santé et sur l'amélioration de la qualité des services de santé maternelle et infantile. Ce projet s'appuie sur le modèle FORSA, une méthode de mise en place d'activités participatives



Participation aux soins de santé dans le cadre d'un projet de la JICA (Bolivie).

dans le domaine de la santé, développée lors d'un précédent projet. Le modèle FORSA a été adopté en 2013 en tant que modèle recommandé pour la politique de santé familiale communautaire multiculturelle (SAFCI) promue par le gouvernement bolivien. Le modèle contribue au renforcement des politiques de santé dans la zone cible et dans le reste du pays.

En Colombie, la longue lutte entre le gouvernement et les groupes armés a été à l'origine du plus grand déplacement de population au niveau national, avec plus de 4,5 millions de déplacés internes en 2012. De l'exercice 2008 à 2013, la JICA a apporté une aide diverse pour le programme de soutien aux victimes du conflit armé et pour la coexistence et la réconciliation. À travers ce programme, la JICA encourage la réhabilitation sociale des déplacés internes et des victimes de mines terrestres, ainsi que la coexistence et la réconciliation des victimes, des bourreaux et des communautés hôtes. Certaines victimes ont perdu leur terre lors du conflit. Le gouvernement colombien travaille actuellement sur le développement d'un système d'information pour une restitution efficace des terres. Le système nécessitant une gestion élaborée de la sécurité de l'information, le gouvernement colombien a sollicité l'aide du Japon, qui dispose d'une solide expérience dans le domaine de la consolidation de la paix ainsi que des technologies de l'information les plus avancées au monde. Le projet de coopération technique de la JICA sur le développement des capacités de gestion de la sécurité du système d'information pour la promotion de la politique de restitution des terres devrait jouer un rôle pivot pour la gestion plus rigoureuse des informations personnelles et relatives aux propriétés dans le cadre des demandes de restitution, ainsi que pour assurer l'efficacité et la sécurité du processus de restitution mené par le gouvernement.

● Répondre aux problèmes mondiaux

La JICA coopère dans ce domaine avec de nombreux pays d'Amérique du Sud. Certains pays de la région ayant un niveau technologique suffisamment élevé, la JICA déploie une coopération pour la recherche en collaboration avec des universités et d'autres institutions de recherche japonaises afin de contribuer à la résolution de ces problèmes mondiaux.

Le Brésil doit à la fois prévenir la déforestation et réduire les émissions de carbone dans la forêt tropicale amazonienne, la plus grande zone forestière du monde. Pour faire face à ces problèmes, la JICA met en œuvre le projet de dynamique carbone dans la forêt amazonienne dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). Une

équipe de recherche conjointe constituée de membres de l'Institut de recherche sur la forêt et les produits forestiers du Japon, l'Université de Tokyo, l'Institut national de recherche de l'Amazonie et l'Institut national de la recherche spatiale du Brésil élabore une méthode pour calculer le volume de carbone accumulé dans la région amazonienne. Cette recherche mobilise des données sur le volume de carbone accumulé, calculé par types de forêts, ainsi que des données de télédétection, notamment des images satellites. L'établissement d'un mode de calcul extrêmement précis et efficace du volume de carbone accumulé dans les forêts a constitué un défi lors de la conception du système REDD-plus (réduction des émissions de gaz à effet de serre par des mesures de lutte contre la déforestation et la dégradation forestière ou par la protection des forêts dans les pays en développement). Ainsi, cette coopération scientifique conjointe utilisant des technologies d'exception devrait contribuer aux discussions internationales sur l'établissement du système REDD-plus [→ voir l'étude de cas page 83].

Tout comme le Japon, le Chili est fréquemment exposé aux séismes et aux tsunamis. Des séismes de magnitude 8,8 et 8,2 ont frappé le pays, respectivement en 2010 et en avril 2014. Les tsunamis qui se produisent au Chili peuvent avoir un impact notable sur le Japon, de l'autre côté de l'océan Pacifique. Le Japon a lui aussi souffert d'un terrible séisme en 2011, et les enseignements tirés de la situation actuelle et de la catastrophe devraient être partagés avec la communauté internationale pour renforcer la réduction du risque de tsunami. Ainsi, la JICA soutient le projet de recherche sur le renforcement de la technologie pour développer des communautés résilientes aux tsunamis (SATREPS), un projet de recherche conjoint avec le Chili. En se basant sur les expériences des deux pays, le projet développe des technologies pour estimer l'ampleur des tsunamis, des méthodes d'alerte et des méthodes pédagogiques pour la prévention des catastrophes. À travers ces efforts, la JICA a pour ambition de développer des connaissances et des technologies pour renforcer les capacités de résistance aux tsunamis des communautés et des habitants au Japon, au Chili et dans d'autres pays. Ce projet a également permis de renforcer les partenariats entre les divers acteurs impliqués dans la réduction du risque de catastrophe au Chili.

Le Pérou est lui aussi régulièrement touché par des séismes et des tsunamis. Le grand séisme de 2007 à Ica, au sud de Lima, a provoqué des pertes économiques représentant près de 3 milliards USD. Depuis que le duo El Niño/La Niña se produit fréquemment, la réponse aux catastrophes est devenue un problème urgent pour le gouvernement péruvien. La JICA apporte au Pérou une aide pour la réduction du risque de catastrophe depuis plus de 40 ans. Actuellement, la JICA met en œuvre le projet de renforcement de la technologie d'atténuation des séismes et des tsunamis (SATREPS) et le projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles (don) au Pérou. En réponse aux besoins urgents imposés par les catastrophes, un accord de crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (prêt d'APD) a été conclu pour la première fois en Amérique latine afin de soutenir une reconstruction immédiate. En continuant d'utiliser plusieurs dispositifs, la JICA apportera une aide souple pour l'aide à la gestion du risque de catastrophe au Pérou.

● Renforcer les relations avec les secteurs public et privé japonais

Les fonds publics des gouvernements nationaux ou l'aide des pays étrangers ont une incidence moins importante sur l'ensemble de

l'économie dans des pays ayant un revenu plus élevé et où l'activité économique du secteur privé forme le principal moteur du développement.

En Amérique du Sud, les entreprises privées japonaises se sont engagées dans l'industrie minière et énergétique, entre autres, et leur nombre augmente chaque année. La progression des activités économiques du secteur privé permettra de promouvoir le développement économique tout en contribuant à renforcer les relations entre ces pays et le Japon.

La JICA a lancé la deuxième étude sur la promotion des partenariats en Amérique latine, au Brésil, au Pérou et au Paraguay. Plus de 20

entreprises et organisations du secteur privé ont participé à la mission d'étude et pris part à des réunions avec les gouvernements, les entreprises locales et les organisations de descendants d'immigrants japonais (*Nikkei*) de ces pays. Ainsi, certaines entreprises japonaises commencent à envisager l'utilisation de programmes de la JICA pour démarrer une activité dans ces pays et d'autres élaborent des plans d'activité concrets avec la communauté *Nikkei* locale.

Étude de cas Effort pour développer le système du *Koban* au Brésil

Développement du *Koban* au niveau national avec la confiance du public

Dans les années 1980, la police brésilienne avait une mauvaise image et elle n'inspirait pas confiance à la population. Cela était dû au comportement autoritaire et violent des policiers. En 1997, la police de l'État de Sao Paulo a décidé d'adopter le système japonais de police communautaire, afin de changer d'image et d'améliorer les relations avec le public.

Mettre l'accent sur la prévention des crimes en coopération avec les habitants

Ce système de police communautaire existe non seulement au Japon, mais aussi aux États-Unis, au Canada, et au Royaume-Uni. Cependant, la police de l'État de Sao Paulo a décidé d'adopter le modèle japonais, car des études avaient montré que le système des *Koban* (postes de police) vise la prévention des crimes en coopération avec les habitants, et met l'accent sur les patrouilles à pied ou à vélo et sur la communication avec le public.

Par l'intermédiaire du gouvernement brésilien, la police a demandé une coopération technique de la JICA. En réponse, la JICA a commencé en 2000 une coopération comprenant l'envoi d'experts à court terme et des programmes de formation sur des problèmes spécifiques, entre autres mesures. Dans ce programme de coopération, un officier de police brésilien s'est d'abord familiarisé avec le système japonais du *Koban* avant de rendre compte de son efficacité à des responsables de la police de l'État de Sao Paulo. Cela a abouti à la mise en œuvre d'une

coopération technique complète.

La phase 1 de ce projet de coopération technique, intitulée « police communautaire de sécurité publique » a été mise en œuvre à partir de 2005 et pendant trois ans. Des officiers de police japonais ont été envoyés au sein de la police de l'État de Sao Paulo en tant qu'experts, pour apporter des conseils en patrouillant dans la ville avec les officiers de police locaux. Dans le cadre de ce projet, les experts ont diffusé le modèle japonais de police communautaire à partir des *Koban* modèles établis sur 54 sites placés sous leur juridiction.

Simultanément, 73 officiers de police ont été formés en tant qu'instructeurs de police communautaire pour la police de l'État de Sao Paulo, et plus de 500 officiers de police ont participé aux programmes de formation organisés dans l'État. Ainsi, le projet a contribué à la réalisation du concept de police communautaire au sein de la police de l'État de Sao Paulo.

Familiariser les habitants avec les *Koban*

Lors de la phase 2, intitulée « projet de mise en



Un expert japonais forme un officier de police local dans un *Koban* de l'État de Sao Paulo. (Photo : Shinichi Kuno)

œuvre du système de police communautaire avec le système *Koban* », la JICA a assuré la diffusion et la mise en place du concept dans 12 États, notamment celui de Sao Paulo. Ce projet, commencé en 2008, s'est poursuivi pendant trois ans. En outre, des séminaires animés par des officiers de police japonais ont été organisés dans neuf États, et le programme de police communautaire a été introduit dans les écoles de police de plusieurs États. Certains *Koban* ont été équipés de bibliothèques et d'ordinateurs, ou ont proposé des cours de football en salle au public afin d'encourager les habitants à venir. Ces efforts ont permis de rapprocher la population et la police et d'établir des liens de confiance entre eux. Certaines postes de police sont simplement appelés *Koban* avec la prononciation japonaise.

Selon une étude menée en 2007 auprès de la population par la police de l'État de Sao Paulo, 55 % des personnes interrogées se sont déclarées « satisfaites » ou « très satisfaites » ; on peut donc dire que le système du *Koban* a obtenu la confiance du public. Une autre recherche montre également que le nombre de meurtres a été réduit de 600 cas en 1998 à seulement 3 cas en 2011 dans une certaine zone de la ville de Sao Paulo, dans l'État du même nom.

La mise en œuvre de la phase 3 a été approuvée en 2013

Le gouvernement brésilien et l'État de Sao Paulo ont demandé la réalisation de la phase 3 du projet, pour la diffusion et le déploiement de la police communautaire à l'échelle nationale. En réponse, la mise en œuvre du projet a été approuvée en mars 2014. Le système japonais du *Koban* devrait être appliqué dans l'ensemble du Brésil et contribuer ainsi à améliorer la sécurité nationale.



Des officiers de police locaux sont à l'écoute des habitantes (Photo : Shinichi Kuno)